

L'austérité a échoué : la lettre ouverte de cinq économistes à Angela Merkel

Thomas Piketty et al.

<http://www.alterecoplus.fr/...>, 10/07/2015

L'interminable austérité que l'Europe fait ingurgiter au peuple grec ne marche tout simplement pas. La Grèce a bruyamment signalé qu'elle en avait assez.

Conformément à ce que la plupart avaient prédit, les exigences financières de l'Europe ont écrasé l'économie grecque, entraîné un chômage de masse et un effondrement du système bancaire, et rendu la crise de la dette bien plus grave, celle-ci s'envolant jusqu'à un niveau impayable, 175 % du PIB. L'économie est maintenant brisée, avec des recettes fiscales en chute libre, une production et un taux d'emploi dépressifs et des entreprises sous-financées.

L'impact humanitaire a été colossal – 40 % des enfants vivent à présent dans la pauvreté, la mortalité infantile explose et le chômage des jeunes avoisine les 50 %. La corruption, l'évasion fiscale et la mauvaise tenue des comptes des précédents gouvernements grecs ont aidé à créer le problème de la dette. Les Grecs se sont conformés en grande partie à la demande d'austérité de la chancelière allemande Angela Merkel – réduire les salaires, réduire les dépenses publiques, tailler dans les retraites, privatiser et déréguler, augmenter les impôts. Mais ces dernières années, la série de soi-disant programmes d'ajustement infligés aux semblables de la Grèce n'a servi qu'à engendrer une Grande Dépression d'une ampleur jamais vue en Europe depuis les années 1929-1933. Le traitement prescrit par le ministère des Finances allemand et Bruxelles a saigné le patient sans soigner la maladie.

Corriger cette trajectoire

Collectivement, nous pressons la Chancelière Angela Merkel et la troïka d'envisager une correction de trajectoire, afin d'éviter un désastre plus important encore, et pour permettre à la Grèce de rester dans la zone euro. A l'heure actuelle, il est demandé au gouvernement grec de se mettre un pistolet contre la tempe et de presser la gâchette. Malheureusement, la balle ne fera pas que tuer le futur de la Grèce en Europe. Les dommages collatéraux anéantiront la zone euro comme symbole d'espoir, de démocratie et de prospérité, et pourraient entraîner des conséquences économiques de vaste ampleur à travers le monde.

Dans les années 1950, l'Europe a été construite sur l'effacement des dettes passées et notamment celle de l'Allemagne, ce qui a massivement contribué à la croissance économique et à la paix d'après-guerre. Aujourd'hui, nous devons restructurer et réduire la dette grecque, donner à l'économie de la place pour respirer et se reconstruire, et autoriser à la Grèce à étaler dans le temps le règlement d'un fardeau de la dette allégé. Il est maintenant temps de faire preuve d'humanité et de repenser le programme d'austérité punitif de ces dernières années, et de s'accorder sur une réduction majeure des dettes de la Grèce, combinée à des réformes ô combien nécessaires en Grèce.

Notre message à la Chancelière Angela Merkel est clair ; nous vous demandons instamment de faire cette démonstration vitale d'autorité et de responsabilité, pour la Grèce, pour l'Allemagne, et également pour le monde. L'Histoire se souviendra de vous pour vos actions de cette semaine. Nous attendons de vous l'énonciation de mesures audacieuses et généreuses envers la Grèce, qui rendront service à l'Europe pour les générations à venir.

Sincères salutations,

Heiner Flassbeck, ancien secrétaire d'Etat après du ministre des Finances allemand

Thomas Piketty, professeur d'Economie à l'Ecole d'Economie de Paris

Jeffrey D. Sachs, professeur de Développement Durable, Professeur de Politique et Gestion de la Santé, et directeur de l'Earth Institute à l'Université Columbia

Dani Rodrik, professeur d'économie politique internationale à la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard

Simon Wren-Lewis, professeur de politique économique à la Blavatnik School of Government de l'Université d'Oxford

Les Etats puissants seront rattrapés par les souffrances qu'ils infligent

Jeffrey Sachs

Christian Losson, www.liberation.fr/..., 14 juillet 2015

Pour l'économiste, très critique envers l'accord sur la Grèce, l'Europe «est sur le point de s'effondrer à cause des vanités et du cynisme d'une poignée de banquiers et de politiciens».

Jeffrey Sachs est directeur du Earth Institute à l'Université de Columbia et conseiller de Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, sur les enjeux de développement. Il a notamment [cosigné une lettre](#), avec quatre économistes de renom (dont Thomas Piketty), dans laquelle ils exhortaient Angela Merkel à «*rectifier le tir*» en renonçant aux politiques d'austérité et en consentant un «*important*» effacement de la dette grecque. Présent au [sommet sur le financement du développement à Addis-Abeba](#), il revient, pour *Libération*, sur les conséquences de «l'accord» scellé lundi avec la Grèce.

Dans votre appel, vous écriviez que « le gouvernement grec est sommé de mettre un pistolet sur sa tempe et d'appuyer sur la gâchette ». Malheureusement, la balle ne tuera pas simplement le futur de la Grèce en Europe». En est-on là?

Dire qu'il y a eu soi-disant six mois de *brainstorming* pour trouver une issue qui satisfasse tout le monde... mais il n'y a eu aucun *brainstorming* ! Il y a juste un choix politique, idéologique, de casser la Grèce. Il y a un choix économique, fondamentaliste, de soumettre ce pays. Il n'y a aucune raison pour que le pays s'en sorte avec la batterie de «réformes» passées en force. Imposées. Elles ne parlent pas de l'annulation d'une partie de la dette que tout le monde sait insoutenable. Elles ne mettent rien en branle pour que le pays sorte de la plus grande récession depuis la guerre. Elles ne sortiront pas les 40% d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté ou les 50% de jeunes au chômage, sans aucun avenir. Elles sont des ordres, pas des réformes. Où est le professionnalisme, où sont les propositions sérieuses, débattues, qui ne seraient pas jetées sur un coin de table ? Jusqu'au bout, le ministère allemand des Finances a campé dans ses positions maximalistes; jusqu'au bout, personne n'a osé y résister, au nom de la survie de la zone euro. Mais à quel prix ?

La perte de confiance dont parlaient les dirigeants de la zone euro envers la Grèce était-elle justifiée ?

La confiance doit aller dans les deux sens; elle doit être réciproque. Où est la confiance quand l'Allemagne interdit toute discussion honnête sur la faisabilité et la viabilité d'un tel plan ? Où est la confiance quand, à l'issue de l'accord, Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances, reconnaît que la dette est insurmontable mais que c'est contraire aux règles d'y remédier ? La perte de confiance, au fond, se pose surtout sur la faiblesse des institutions européennes. La Commission européenne a complètement été mise sur la touche, à l'image

de son commissaire aux Affaires économiques et monétaires, Pierre Moscovici, systématiquement renvoyé dans les cordes. Si on continue comme cela, sans solidarité, sans compromis, le rêve européen est condamné. L'Europe s'est construite sur les cendres de la Seconde Guerre mondiale grâce à la vision de chefs d'Etat. Elle est sur le point de s'effondrer à cause des vanités et du cynisme d'une poignée de banquiers et de politiciens.

Que peut-il se passer en Grèce ?

Une catastrophe. Fermer un secteur bancaire pendant des semaines ne s'est pas produit depuis la Grande Dépression des années 30. Le pays est déjà au bord de l'effondrement depuis quelques semaines. Il fait des pas de plus vers la falaise. La Banque centrale européenne n'a pas voulu jouer le rôle de prêteur en dernier ressort, parce que Jens Weidmann, président de la Bundesbank, faisait partie des faucons. C'est très choquant. Cela fait quarante ans que je m'investis dans l'économie internationale et je n'ai jamais vu ça; voir cela en 2015, dans une des deux plus grandes économies du monde, tient du cauchemar. C'est la faillite, en soi, d'un système financier et économique sans réelle gouvernance politique.

Tsipras va-t-il réussir à survivre à une telle humiliation après avoir plaidé à juste titre pour qu'un référendum refuse un tel plan ?

C'est peu probable. En réalité, depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza en janvier, les responsables allemands ont à peine contenu leur fureur de voir un gouvernement de gauche radicale d'un petit pays en faillite oser défier l'une des plus puissantes économies de la planète. Ils vont gagner. Comme les mouvements de la droite radicale et de l'extrême droite, qui vont capitaliser sur la tragédie de ce dernier Conseil européen, qui traduit un échec absolu de la prise en compte des intérêts d'un pays vulnérable. A la façon de l'Allemagne avec la zone euro, les Etats-Unis ont tenté d'imposer, pendant des décennies, leur politique économique expansionniste dans leur zone dollar d'Amérique latine. On a vu le résultat : l'échec absolu et la déstabilisation politique...

Vous faites un parallèle entre les négociations climatiques et les négociations européennes avec la Grèce...

Oui, parce qu'elles sont marquées par la politique de courte vue, une sorte de cécité dramatique. Face au plus grand enjeu que la planète ait jamais eu à affronter, le changement climatique, les Etats campent encore sur le mode de «qui paiera moins et gagnera plus». Mais tout le monde va perdre; et tous les Etats vont être submergés par la multiplication des catastrophes qui se précisent, même avec une hausse de 1°C des températures.

Les politiques n'aiment pas le bruit, les difficultés, et font semblant de ne pas comprendre les enjeux. Surtout les Etats-Unis, dont le Congrès est totalement verrouillé par les lobbies pétroliers et gaziers. Leur responsabilité historique dans l'inaction coupable sera terrible. Idem pour la Grèce.

Plutôt que de trouver un compromis ambitieux, de chercher les moyens financiers, économiques et humains pour qu'Athènes s'en sorte et que la misère actuelle ne précipite pas un peu plus le pays vers le chaos, l'Allemagne (et accessoirement, la France) a pressé, imposé une solution, sans rien négocier.

Que ce soit sur le climat ou sur la Grèce, les Etats puissants ne veulent pas entendre ce qui est douloureux pour les plus faibles. Mais à la fin, ils seront rattrapés par les souffrances qu'ils infligent. Sauf réveil essentiel, le parallèle se terminera ainsi : une série de chocs dramatiques vont se produire et nos systèmes politiques, dominés par des élites sans vision, seront incapables d'y faire face.